



## Book review: *Manifeste pour une géographie environnementale*

Kaduna-Eve Demailly<sup>1,2</sup>

<sup>1</sup>Université de Fribourg, Fribourg, Suisse

<sup>2</sup>Département de Géosciences, Unité de Géographie Chercheur associée UMR Ladyss, Paris, France

Correspondence to: Kaduna-Eve Demailly (kadunaeve.demailly@gmail.com)

Published: 2 January 2017

Chartier, D. et Rodary, E. (dir.): *Manifeste pour une géographie environnementale*, Presses de Sciences Po, Paris, 439 pp., ISBN-13: 978-2-7246-1840-2, EUR 25.00, 2016.

Cet ouvrage, qui s'inscrit dans la continuité du colloque « Géographie, écologie, politique : un climat de changement » organisé en 2012 à Orléans, est codirigé par Denis Chartier et Estienne Rodary. L'enjeu de la construction d'une géographie politique de l'environnement qui se trouve au cœur de ce « manifeste » n'est pas nouveau pour ces chercheurs, par ailleurs rédacteurs en chef de la revue *Ecologie et Politique*. En effet, il fait, en 2007 déjà, l'objet d'un article commun dans *L'espace politique* (Chartier et Rodary, 2007).

Pour ces auteurs, il est essentiel que la géographie se saisisse des questions environnementales dans une perspective politique. L'ouvrage est ainsi présenté comme un manifeste pour une géographie environnementale appelée à être refondée par les transformations induites par la prise en compte de l'environnement et par le dialogue avec les autres sciences et la société civile ; le tout dans le but de « construire les politiques de l'Anthropocène » (p. 46). Si la problématique générale est bien d'interroger les conditions d'émergence et de structuration d'une géographie environnementale, l'objectif annoncé dans l'introduction est pourtant réduit : il s'agit de répondre aux évolutions et aux révolutions que l'environnement provoque dans la discipline.

Alors que l'école classique de géographie française s'est fondée sur l'analyse des relations entre nature et sociétés, force est de constater que la discipline n'a pas su se saisir de l'environnement au début des années 1970, quand il devient à la fois fait de société et enjeu politique. Cet échec, en dépit des avantages historiques de la géographie, constitue le premier postulat partagé par les contributeurs. Le se-

cond est relatif aux proximités des postures de recherche, qui revendiquent la dimension politique des questions environnementales (« les interrelations entre pouvoirs, spatialités et dynamiques écologiques sont au cœur des préoccupations » souligne Baptiste Hautdidier, p. 79). En réaction à une géographie de l'environnement qualifiée de moderniste et d'écoseptique<sup>1</sup>, Denis Chartier et Estienne Rodary entendent constituer un positionnement résolument plus politique et davantage en dialogue avec la géographie anglophone, notamment avec le champ de la *Political Ecology*. Pour ce faire, ils s'appuient sur 22 contributeurs, français pour la plupart, abordant une grande variété d'objets et de territoires.

L'ouvrage est composé de trois parties (Premières charges ; Histoire des occasions manquées et Mises en dialogues actuelles).

La première vise à affirmer l'émergence d'une géographie politique française de l'environnement. Christophe Grenier entérine une scission entre géographes qui s'intéressent à l'environnement tandis que Baptiste Hautdidier met en perspective, grâce à une analyse bibliométrique, la géographie française et anglophone.

Dans la deuxième partie, les raisons de l'échec de la géographie à se positionner au sein des études environnementales sont examinées dans une perspective historique et épistémologique par le prisme des difficiles relations entre écologie et géographie. Plusieurs obstacles sont développés : le modernisme et l'idéologie du progrès, la césure entre géographie humaine et géographie physique ainsi que le tournant spatialiste de la discipline dans les années 1960. Afin de dé-

<sup>1</sup>Je renvoie ici à l'ouvrage *Le ciel ne va pas nous tomber sur la tête*, cité à de nombreuses reprises, issu d'un colloque organisé par la Société Française de Géographie en septembre 2010 (Brunel et Pitte, 2010).

passer l'inertie des héritages et pour construire un nouveau mouvement, les contributeurs réexaminent des notions clés (comme « *Raubwirtschaft* » convoquée par Patrick Matagne ainsi que par Pierre-Olivier Garcia et Jérémy Grangé qui mobilisent également les « faits d'occupation destructrice »). Le rôle de « passeurs » français, comme Jean Brunhes et Élisée Reclus (Philippe Pelletier), est mis en évidence, de même que le champ de la *Political Ecology* (Christian Kull et Simon Batterbury) et de ses figures, tels que William Bunge (Pierre-Olivier Garcia et Jérémy Grangé) et Carl Sauer (Jean-Marc Zaninetti et Kent Mathewson). Cette partie esquisse enfin de possibles objets de dialogue entre écologie et géographie comme le paysage (Aziz Ballouche) et l'animal (Farid Benhammou). En dépit de la valeur heuristique de cette deuxième partie, c'est la relation entre géographie et écologie qui est mise en avant au détriment de la dimension politique.

C'est surtout dans la troisième partie que sont présentés au lecteur des cas d'études concrets d'une géographie environnementale au sens où sont coanalysés des rapports de pouvoir et des dynamiques territoriales et écologiques. Des réflexions sont entreprises sur la reconstruction de la géographie « naturaliste » (Emmanuèle Gautier et Pierre Pech) et notamment de la biogéographie (Frédéric Alexandre et Alain Génin). La variété des objets de recherche présentés (*Water Studies* par David Blanchon, les feux de brousse par Sébastien Caillaut, les territoires d'internet par Pierre Gautreau, la pollution médicamenteuse par Frédérique Blot ou encore la résilience par Olivier Soubeyran) témoigne de l'actualité et surtout de la pertinence scientifique d'une géographie politique de l'environnement. Les chapitres 14 et 15, en ce qu'ils mettent à jour des reconfigurations entre pouvoirs et savoirs dans le champ environnemental, sont particulièrement captivants.

Bien que cette partie soit très stimulante, on regrette que la dimension politique soit le parent pauvre de l'ouvrage, au regard du projet annoncé de constituer une géographie environnementale associant géographie, écologie ET politique. Cette dernière est certes évoquée dans la plus grande partie des chapitres mais elle est trop souvent peu développée et essentiellement abordée sous l'angle des politiques publiques de protection et de gestion des ressources naturelles dans une perspective aménagiste. Dans la mesure où le dialogue avec la *Political Ecology* est mis en avant, on pourrait appliquer à l'ouvrage un des reproches qui fut adressé à ce champ à la fin des années 1990 : donner la priorité aux facteurs écologiques au détriment de l'analyse de la dimension politique. La *Political Ecology* serait ensuite passée d'une « *ecology without politics* » à une « *politics without ecology* » (Vayda et Walters, 1999:168). Compte tenu du décalage chronologique de structuration et des spécificités du contexte français, on pourrait alors peut-être considérer que la géographie française de l'environnement se situerait dans une première phase. Le choix de resituer la géographie environnementale dans une perspective historique questionne ensuite la pertinence de l'emploi du terme de manifeste. Selon nous, l'ou-

vrage ne constitue pas un manifeste car il n'expose pas un programme d'action mais affirme et appelle à l'émergence d'un mouvement – à la différence par exemple du « *Manifesto for urban political ecology* », cité par Davis Blanchon, qui énumère des points précis (Heynen et al., 2006:11–13). Majoritairement dispersées dans la troisième partie, plusieurs pistes pour la construction d'une géographie environnementale peuvent toutefois être identifiées : la nécessité de repolitisier l'étude de l'environnement, l'importance de la diversification des approches géographiques, du décloisonnement disciplinaire et plus précisément de l'interdisciplinarité et enfin la nécessité d'un dialogue avec la géographie anglophone.

Cet ouvrage a pour principale qualité d'offrir une approche historique et épistémologique relativement complète, permettant d'appréhender la place de la géographie dans le champ des études de l'environnement. Elle met en avant l'émergence d'une géographie environnementale, convoquant des objets et des territoires diversifiés, qui permettrait de dépasser les difficultés internes à la discipline (la césure entre géographie physique et géographie humaine) et d'établir un dialogue avec les autres sciences et la société civile. Un des atouts de ce livre est également de rendre plus visible la *Political Ecology*, encore relativement méconnue dans la géographie française en dehors de quelques synthèses dont celle de Tor Benjaminsen et d'Hanne Svarstad (Benjaminsen et Svarstad, 2009). Toutefois, le contrat n'est pas tout à fait rempli. D'une part, malgré la mise en évidence de quelques pistes et objets de structuration, le terme de manifeste ne semble pas adéquat en l'absence d'un programme d'action précis. D'autre part, si l'on se réfère au projet annoncé en introduction, il est regrettable que les rapports de pouvoir soient minorés au profit des dynamiques écologiques.

En définitive, comme première pierre d'un mouvement en formation, cet ouvrage intéressera autant l'enseignant, le chercheur, l'étudiant que le citoyen puisque le défi de la discipline – la (ré)appropriation des questions environnementales sous un angle politique – est avant tout un défi de société.

## Références

- Benjaminsen, T. A. et Svarstad, H.: Qu'est-ce que la « political ecology » ?, *Natures Sciences Sociétés*, 17, 3–11, 2009.
- Brunel, S. et Pitte, J.-R.: Le ciel ne va pas nous tomber sur la tête – 15 grands scientifiques géographes nous rassurent sur notre avenir, Paris, JC Lattès, Société Française de Géographie, Paris ISBN-13: 978-2-7096-3561-5, 353 pp., 2010.
- Chartier, D. et Rodary, E.: Géographie de l'environnement, écologie politique et cosmopolitiques, *L'Espace Politique* (en ligne), no. 1, 2007-1, mis en ligne le 15 juillet 2009, accessible à l'adresse suivante : <http://espacepolitique.revues.org/284> (la date du dernier accès : 15 septembre 2016), 2007.
- Heynen, N., Kaika, M., and Swyngedouw, E.: In the nature of Cities. Urban political ecology and the politics of urban metabolism, London and New-York, Routledge, 270 pp., 2006.

Vayda, A. P. and Walters, B. B.: Against political ecology, *Hum. Ecol.*, 27, 167–179, 1999.